

*l'Anti*capitaliste

n°769 | 2 octobre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



**SARKOZY
CONDAMNÉ**

**TOUT UN SYSTÈME
À CHANGER**



**REPRENONS NOS
AFFAIRES EN MAIN!**

ZOOM

Fiscalité. La taxe
Zucman et la panique
du capital

Page 3

INTERNATIONAL

Italie. La grève
générale pour arrêter le
génocide en Palestine

Page 4

ARGUMENTS

Kanaky – Nouvelle-
Calédonie. 172 ans de
colonisation : ça suffit!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Antoine
Dubiau, auteur de
Écofascismes

Page 8

Édito

Président
condamné,
médias paniqués

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Il a pris cinq pîges. Sarko a pris du ferme. Pour «association de malfaiteurs» afin «d'organiser une corruption au plus haut niveau possible une fois élu». Les réactions dans les principaux organes de presse illustrent à quel point les intérêts politiques, économiques et médiatiques sont entremêlés. Dans une société capitaliste, le droit est conçu comme un instrument de domination et son autonomie relative choque lorsqu'elle s'exprime. Ont ainsi défilé sur les plateaux la famille, des proches, des ex, des collaborateurs, des éditorialistes, des politicienNEs... tous ceux et toutes celles qui étaient disponibles pour s'indigner de cette condamnation. Tout ce monde reprend les éléments de langage du condamné: «toutes les limites de l'État de droit ont été violées», «judiciarisation de la politique», «haine des juges», «humiliation infligée à la France»... Il faut mesurer où nous en sommes dans la négation des réalités les plus simples, dans la remise en cause de la séparation des pouvoirs, dans les attaques contre la presse indépendante, dans les menaces de meurtre contre les juges. Ce processus relève de la fascisation. Un des angles de cette offensive, c'est la présentation du vote populaire majoritaire comme forme unique de la légitimité démocratique. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'argument paradoxal selon lequel la justice ne devrait pas condamner un ancien président élu au suffrage universel direct. Cette petite musique monte de plus en plus à droite: la Constitution serait un verrou à la mise en œuvre de la volonté populaire — comprise sous sa modalité plébiscitaire. Cette démocratie n'est pas la nôtre. La crise gouvernementale et parlementaire continue rend plus que jamais manifeste qu'il faut changer de régime. Mais nous devons avoir conscience que, dans un contexte idéologique très dégradé, le pourrissement institutionnel organisé nourrit d'abord des réponses autoritaires. D'où l'importance de porter une alternative radicale, qui place en son cœur les droits matériels et politiques des opprimés et des exploités.

Bien dit

Le verdict de l'histoire
sera sans appel contre
ceux qui diluent
les responsabilités
entre oppresseurs
et opprimés

JOSEPH DAHER, dans son article «Une responsabilité palestinienne? Réponse à l'historien Jean-Pierre Filiu», publié le 22 septembre 2025 sur le site de Contretemps

À la Une

Tout un système à changer:
reprenons nos affaires en main!

Mais quelle tête aura donc le nouveau gouvernement proposé par Attal? Ah non attendez Barnier? Ah non... Lecornu! C'est qu'à force de se succéder en se ressemblant, on finit par s'y perdre. Mêmes costumes, mêmes têtes, mêmes idées, comme si, décidément, le problème n'était pas de savoir qui prenait la tête du gouvernement, mais bien pour quoi faire.

SARKOZY VA-T-IL SE FAIRE LA
BELLE COMME CARLOS GHOSN?



Le problème c'est bien le budget, porté par toujours le même néolibéralisme. L'objectif reste inchangé: faire des cadeaux aux plus riches, qui ont vu leurs fortunes quadrupler depuis une décennie, et taper toujours plus sur les plus précaires, les plus fragiles et les services publics — baisse des APL, suppressions de lits dans les hôpitaux, classes surchargées, retraites de plus en plus tardives et pensions plus faibles...

Et pourtant de l'argent il y en a: plus de 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises, 100 milliards versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40, au moins 90 milliards de fraude fiscale, 413 milliards pour l'armement, c'est autant de moins pour les services publics et les biens communs.

C'est qui les assistés?

Pour faire passer leur programme illégitime, injuste et inégalitaire, le pouvoir instrumentalise la crise institutionnelle tout en usant et abusant de la répression. L'agitation autour des péripéties gouvernementales et parlementaires tend à occulter la dégradation de nos conditions de vie, et il faudrait ne rien dire pour ne pas accentuer l'instabilité politique! La répression cogne: quartiers, personnes racisées, militanTEs, toustes ceux qu'ils appellent des «assistés», des «tricheurs», des «menteurs» quand nous dénonçons leurs contre-réformes qui s'enchaînent: retraites, assurance chômage, Aide médicale de l'État...

Pourtant ce sont bien eux qui vivent dans un monde de tricheurs, d'assistés et de menteurs. En témoigne la récente condamnation de Nicolas

Sarkozy pour association de malfaiteurs dans l'affaire du financement lybien de sa campagne présidentielle de 2007. Bel exploit! C'est la deuxième fois qu'un président de la 5^e République est condamné à de la prison ferme. Le premier? C'était lui aussi, pour l'affaire Bygmalion. Cette fois, sa peine ne sera pas aménagée tout de suite, et il va bien faire de la prison. Cependant, il n'est ni

le premier ni le dernier à avoir profité de sa position pour son propre compte.

Résister est un besoin vital

Dans le même temps, l'extrême droite progresse et elle n'attend qu'une chose: qu'on s'affaiblisse, qu'on perde le nord. En faisant preuve d'une démagogie absolue, elle pointe du doigt les écarts des personnalités politiques condamnées, tout en ne faisant

pas mieux et en propageant ses idées nauséabondes, alimentées par un gouvernement qui tape sur les étrangers, les sans-papiers, les femmes voilées et le mouvement de solidarité avec la Palestine... et qui s'appuie sur les médias pour en faire la diffusion à grande échelle. Alors plus que jamais nous devons résister à la fois aux attaques et au brouillard dont la politique de Macron nous entoure. C'est-à-dire retrouver la bonne direction: celle de la solidarité de classe qui nous oblige à nous unir. Partout nous devons nous mobiliser: assemblées générales, manifestations, rassemblements, blocages et surtout, la grève. Arrêtons de produire pour ceux qui nous exploitent, bloquons tout, à la source. Rendons leur la vie impossible. Reprenons la rue, dans tout ce que ça implique: pour être dans la rue, nombreux et nombreuses à manifester, nous devons aussi quitter nos postes de travail. Nous devons avancer sur nos revendications, pensées par nous et pour nous: augmenter les salaires, revenir à la retraite à 60 ans, diminuer notre temps de travail, investir massivement dans les services publics, pour répondre aux besoins de formation, de santé... Cela exigera aussi d'annuler la dette, de supprimer les subventions aux grandes entreprises et d'exproprier les banques. Oui reprenons la rue, et tout ce qui va avec.

Aurélien-Anne Thos

Acturama



Le 28 septembre lors de la Marche pour le climat à Strasbourg. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ALEXANDRE

Dimanche 28 septembre, à Montpellier, à Strasbourg, à Paris, comme un peu partout en France, des manifestations pour le droit à l'avortement et pour le climat, des marches des résistances dans un monde qui s'assombrit. Un pont vers la mobilisation générale du 2 octobre.



Le 28 septembre lors de la Marche des résistances à Montpellier. NPA



Le 28 septembre lors de la Manifestation féministe à Paris. NPA

PALESTINE Des plans pour Gaza

Sous couvert d'un « plan de paix », Trump et Netanyahu préparent un nouveau dispositif colonial pour Gaza.

Après un discours ultra-violent, menaçant et incohérent à l'ONU la semaine dernière, Trump a repris des accents de décideur mondial. Il hausse le ton contre Netanyahu : « il n'y aura pas d'annexion de la Cisjordanie ». Surtout, il a visiblement réussi à lui imposer son « plan de paix ». Ce plan avait été présenté aux dirigeants du Qatar, de l'Arabie saoudite, de l'Indonésie, de la Turquie, du Pakistan, de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de la Jordanie sans qu'aucunE représentantE palestinienNE (interditEs de visa par ailleurs) n'ait pris part à ces discussions.

Un plan colonial sous d'autres uniformes

Le plan se décline en 20 points. Il inclut la libération immédiate de tous les otages restants en une seule fois, un cessez-le-feu permanent, le retrait progressif (en au moins trois étapes) d'Israël de presque toute la bande de Gaza. L'après-guerre prévoit un mécanisme de gouvernance à Gaza sans le Hamas, une force de sécurité composée de Palestiniens mais aussi de soldats issus de pays arabes et musulmans, le financement par les pays arabes et musulmans de la nouvelle administration à Gaza et de la reconstruction de l'enclave, et une implication de l'Autorité palestinienne. Ce plan prévoit également la libération de 250 prisonniers politiques palestiniens et la démilitarisation du Hamas. Bref, il s'agit d'un nouveau plan de gestion coloniale, mais sous d'autres uniformes.

Un retour du mandat britannique

Le plan de Trump inclut celui de Tony Blair, qui a fuité dans *Haaretz* cette semaine. Dans un document très détaillé — programme en mode corporate — Blair, ancien Premier ministre britannique théoriquement

NETANYAHOU À LA TRIBUNE DE L'ONU



travailleuse mais qui fut l'un des premiers à avoir promu la social-démocratie néolibérale et coloniale, il a accompagné toutes les aventures militaires et meurtrières de G. W. Bush en Afghanistan (2001) et surtout en Irak (2003). Dans son plan, Blair se rêve en consul général Gaza (de l'extérieur) avec une délégation d'hommes d'affaires occidentaux. Aucune mention ou presque d'une quelconque participation palestinienne dans un premier temps. Le retour du mandat britannique en quelque sorte.

Un cessez-le-feu improbable

Certains aspects du plan Trump sont proprement scandaleux — la force d'interposition, une administration aux ordres de pays tiers. Beaucoup d'autres sont des promesses qui ne seront probablement jamais tenues. Le retrait de l'armée israélienne de Gaza et un cessez-le-feu permanent seraient évidemment salutaires compte tenu des souffrances des Gazaouis. La pression sur le Hamas est telle

qu'il devrait accepter ce plan. Mais prendre ces engagements pour argent comptant relèverait d'une naïveté criminelle. Les États-Unis et Israël sont probablement les pays les plus célèbres dans l'histoire pour leur non-respect des accords de paix. Le plan israélien est en effet de créer des zones sans Palestiniens dans des portions importantes de l'enclave, en poursuivant pour cela les bombardements et les destructions, fût-ce à un rythme moins soutenu. Le plan Trump ne parle en outre ni de l'UNRWA ni de l'aide, qui est clairement pour Israël un moyen de contrôle à long terme des Palestiniens de Gaza. Quelques heures après l'avoir signé, Netanyahu proclame sans surprise que certaines parties de ce « plan de paix » ne seront pas respectées par Israël, comme cela a été le cas auparavant pour tous les accords de cessez-le-feu.

Notre plan pour Gaza

Il faut donc continuer la mobilisation populaire. C'est la pression internationale qui a forcé la main aux pays occidentaux pour reconnaître l'État de Palestine. C'est la pression internationale qui isole Israël politiquement sur la scène internationale. Pour preuve, toute une série de basculements qu'on aurait dit irréalistes il y a quelques semaines, comme la possible exclusion d'Israël de l'UEFA — alors qu'il y a quelques mois seulement cette institution accordait une place à ce pays dans son comité exécutif. Des artistes mondialement connus, des sportifs de renom et surtout la flottille du Sumud viennent provoquer directement l'armée israélienne et son impunité. Les dirigeants israéliens soufflent le chaud et le froid : d'un côté, ils ont proposé de déposer l'aide humanitaire en Israël (ce que la flottille a refusé, bien évidemment), de l'autre, plusieurs déclarations guerrières et inquiétantes sur une attaque en mer. La flottille est certes « escortée » par des navires italiens et espagnols. Mais quelle sera leur réelle marge de manœuvre en cas de confrontation ? Il faut garder les yeux sur la flottille et maintenir la mobilisation : voilà notre plan pour Gaza.

Édouard Soulier

FISCALITÉ La taxe Zucman et la panique du capital

Un vent de panique souffle chez les patrons. Le président du Medef menace d'une « grande mobilisation nationale » contre des mesures « confiscatoires ». Bernard Arnault accuse l'instigateur de ces dangereux projets d'être un « militant d'extrême gauche » qui aurait « la volonté clairement formulée de mettre à terre l'économie française ». Cette « offensive mortelle pour notre économie » pourrait conduire à la « destruction de l'économie libérale, la seule qui fonctionne pour le bien de tous ».

0,01% des contribuables

Qu'est-ce qui provoque la colère du patronat et de la 7^e fortune mondiale et première française (131 milliards d'euros de patrimoine) ? Une proposition de taxation des très hauts patrimoines formulée par un économiste français, Gabriel Zucman, enseignant à l'École normale supérieure et à l'École d'économie de Paris, après être passé par la London School of Economics et l'Université de Californie à Berkeley... pas des antres du gauchisme. Sa proposition éponyme est simple : un impôt plancher afin de s'assurer que les ménages disposant d'un patrimoine (biens immobiliers et professionnels — y compris actions, œuvres d'art, etc.) supérieur à 100 millions d'euros contribuent, au minimum, à hauteur de 2% de ce patrimoine. La mesure concernerait 1 800 foyers fiscaux, soit 0,01% de l'ensemble des contribuables, et permettrait

La panique s'empare de la bourgeoisie face à la proposition de Gabriel Zucman de taxer les ultra-riches à hauteur de 2 % de leur fortune.

TAXE ZUCMAN: FAUT-IL UNE LOI POUR TAXER LES RICHES ?



de récolter entre 10 et 25 milliards d'euros selon les estimations. Une goutte d'eau au regard des milliards que brassent les plus riches. Mais pourquoi cette taxe, qui semble somme toute anecdotique, les énerve-t-elle autant ?

Un symbole

D'abord parce que, dans un contexte de mobilisation sociale inédite en cette rentrée, la popularité de cette taxe (au moins 85% des FrançaisEs l'approuvent, quelle que soit l'appartenance partisane) leur fait craindre que la bamboche soit peut-être finie. Qu'enfin, ils et elles pourraient devoir rendre (un peu) l'argent qu'ils et elles ont accumulé sur notre dos. Cette taxe est symbolique, c'est une digue qui sauterait avec son adoption. Ce qui explique l'entêtement de Macron et Lecornu à la refuser

alors que sa mise en œuvre leur permettrait d'établir un deal sur l'adoption du budget avec le Parti socialiste. Ensuite, la discussion de cette taxe a plus que jamais montré l'indécence des riches et l'avidité du capital. Les impôts payés chaque année par les centmillionnaires et les milliardaires représentent en moyenne 0,3% de leur fortune totale. Les milliardaires paient, proportionnellement, deux fois moins d'impôts que la moyenne des FrançaisEs, tous prélèvements confondus. Depuis 1996, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises a été multiplié par 14, passant de 80 à 1128 milliards d'euros ! C'est une progression trois fois plus rapide que celle du PIB, et leur richesse représente 40% du PIB aujourd'hui contre 6% il y a 30 ans. Et pour nous ? L'austérité, les 40 milliards de

coupes budgétaires, la destruction des services publics et des salaires en berne.

Nos revendications légitimes

Enfin, cette taxe a remis au centre de l'agenda politique la question des inégalités et de la redistribution des richesses. Et les capitalistes voient bien que cette taxe est un cheval de Troie. Qu'elle est un point d'appui qui permet d'aller plus loin et de poser la question de qui produit, pour qui, pourquoi et comment. Qu'elle montre la légitimité de nos revendications : hausses et égalité des salaires (en incluant les cotisations), extension de la sphère de la gratuité et des champs de la sécurité sociale, retraite à 60 ans, réduction du temps de travail, etc. Parce que franchement, 2% c'est bien, mais tout c'est mieux ! Il y a de ce point de vue un changement dans le climat idéologique et, combiné avec la détermination que le mouvement social a montrée depuis le 10 septembre, on voit bien ce qui effraie la bourgeoisie : l'inversion du rapport de forces. La bourgeoisie a beaucoup à perdre et mettra toutes ses forces dans la bataille, y compris les plus fascistes et réactionnaires s'il le faut, pour protéger le moindre de ses milliards. Et nous, nous avons bien plus que 2% à gagner : allons les chercher.

William Daunora pour le groupe de travail économie

No comment

Courage Nicolas, courage !

ARNAUD LAGARDÈRE, le 26 septembre 2025, après la condamnation de Nicolas Sarkozy, à qui il s'adresse comme « à l'ami fidèle que je côtoie depuis plus de 30 ans »

Agenda

Vendredi 3 octobre, réunion publique du NPA avec Aurore Koechlin, Rennes. À 19h, 10 rue des Trente à Rennes.

Samedi 4 octobre, manifestation contre le génocide en Palestine, Paris. À 14h à République.

Lundi 6 octobre, rencontre-débat « Quelle place pour les révolutionnaires dans les institutions ? » avec Olivier Besancenot et Marianne Maximi (députée LFI), Paris. À l'occasion du lancement de de la revue *Révolutions écosocialistes*. À partir de 19h30, péniche l'Antipode, 55 quai de Seine, 75019 Paris.

Mercredi 8 octobre, conférence « Frantz Fanon. Décolonialisme hier et aujourd'hui » avec Mireille Fanon Mendès-France, Strasbourg (67). À 19h, au FEC, place Saint-Étienne à Strasbourg.

Les 10-11-12 octobre, mobilisation nationale contre le canal Seine-Nord Europe, Picardie. Plus d'infos sur lessoulevementsdelaterre.org

Samedi 18 octobre, ExitransInter 2025, Paris. À 14h à République.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE Sud-Soudan, virer les dirigeants pour stopper la guerre

Par leur corruption et leur politique ethniciste, les élites du pays plongent le Sud-Soudan dans un nouvel abîme de violence.

Depuis sa séparation avec le Soudan en juillet 2011, le pays n'a connu que des guerres civiles, d'intensité plus ou moins forte. Depuis huit mois, Riek Machar, vice-président, comparaît devant un tribunal sous plusieurs chefs d'inculpation tels que crimes contre l'humanité, rébellion et trahison.

Une guerre permanente

Il est accusé notamment d'avoir incité l'armée «blanche», une milice réputée proche de son organisation, le Sudan People's Liberation Movement-in Opposition (SPLM-IO), à attaquer la caserne de Nasir, une ville de l'État du Nil Supérieur, causant ainsi la mort de plus de 250 militaires. Les opérations de représailles lancées par le président du Sud-Soudan, Salva Kiir, ont pris pour cible les civils et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Les accords de paix de 2018, censés mettre fin à la guerre civile, n'ont jamais été réellement appliqués. Les affrontements n'ont eu de cesse de se poursuivre des deux côtés. Le procès contre Riek Machar ainsi que plusieurs dirigeants du SPLM-IO est considéré comme une rupture de cet accord de paix, d'autant qu'il s'accompagne de violents bombardements aériens contre les centres de cantonnement des troupes de cette organisation, qui devaient être intégrées. Ces combattants se sont dispersés à travers le pays et n'ont désormais d'autre choix que de reprendre la guérilla. Cette situation est préoccupante, car une alliance s'est créée entre le SPLM-IO et une autre milice, la National Salvation Front (NSF) de Thomas Cirilo, qui risque de faire basculer le pays à nouveau dans une guerre civile généralisée.



Début du procès de Riek Machar. DR

Ethnicisme et corruption

Pour Salva Kiir, le but est de se débarrasser de l'opposition. Il a réussi à débaucher quelques dirigeants du SPLM-IO pour maintenir la façade d'un gouvernement d'union nationale. Sa préoccupation est d'assurer sa succession et de transmettre le pouvoir à Benjamin Bol Mel, homme d'affaires intime du clan familial de Salva Kiir, déjà nommé vice-président. Une telle politique ne fait qu'enfermer le pays dans une situation conflictuelle.

Depuis sa création, les élites à la tête du jeune État n'ont eu de cesse d'instrumentaliser les divisions ethniques en utilisant leur communauté d'appartenance : Riek Machar pour les Nuer, Thomas Cirilo pour les Bari et Salva Kiir pour les Dinka. Dans le même temps, la situation économique est désastreuse. Les exportations de pétrole du Sud-Soudan sont bloquées à cause de la guerre au Soudan et surtout les fonds du pays sont détournés à grande échelle.

C'est ce qu'indique un rapport de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui se départit de son langage diplomatique pour dénoncer une «prédation éhontée». Le rapport cite Bol Mel, le dauphin de Salva Kiir, coupable d'un détournement de deux milliards de dollars destinés aux infrastructures routières. Autre exemple : le ministère de la Santé n'a touché que 19% de son budget, soit 29 millions de dollars, tandis que celui des affaires présidentielles dépasse sa dotation de 584%, soit 557 millions. La seule solution pour la paix est que les populations, toutes communautés confondues, se débarrassent de ces fauteurs de guerre.

Paul Martial

ITALIE La grève générale pour arrêter le génocide en Palestine

La journée de grève générale du 22 septembre en Italie constitue un saut qualitatif dans la mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien. L'horreur du génocide et le dégoût provoqué par la complicité du gouvernement d'extrême droite en Italie ont explosé dans un mouvement de masse très large qui a impliqué et rassemblé bien au-delà des milieux militants. La puissance extraordinaire de cette journée contribue à creuser encore plus la fracture entre le silence coupable des classes dominantes au pouvoir et la rébellion politique et morale des populations internationales face aux massacres, à la famine et au nettoyage ethnique que le peuple palestinien endure depuis bien trop longtemps.

Les raisons du succès

Si la forte participation était loin d'être acquise, les mobilisations de ces derniers mois sur tout le territoire national et l'initiative de solidarité et d'aide de la Flottilla ont créé les conditions pour que la date du 22 devienne le jour de la grève générale pour Gaza, un jour auquel tout le monde pouvait se référer et dans lequel on pouvait se mettre en mouvement d'une façon unitaire.

La jeunesse étudiante, qui avait été en première ligne dans la promotion du boycott universitaire et de la solidarité avec la Palestine, s'est encore une

fois mobilisée massivement. D'autres secteurs ont certainement constitué des points d'appui pour la mobilisation, comme les dockers de Gênes qui avaient été à l'origine du blocage des cargaisons d'armes en direction d'Israël et qui avaient animé la grande mobilisation de la ville en soutien à la *Global Sumud Flottilla*. Leur mot d'ordre « *Si on touche à la flottilla, on bloque tout !* » a été scandé partout dans le pays, de Naples à Turin, de Gênes à Palerme, de Florence à Bologne, par beaucoup de jeunes, de femmes, de travailleurEs, mais aussi par beaucoup

de personnes plus âgées qui ont recommencé à croire en la possibilité de rejeter les politiques capitalistes et coloniales des classes dominantes.

La grève pour lutter contre le génocide

L'autre élément marquant a été le choix de l'outil de la grève pour monter en intensité dans la lutte concrète contre le génocide. Une grève qui a été initiée par un syndicat de base, l'USB (et reprise par d'autres syndicats de base) qui n'avait pas toujours su exprimer une vocation unitaire et des modalités inclusives, mais



Turin, lors de la manifestation du 22 septembre. DR

qui a mieux compris que d'autres l'état d'esprit et le sentiment d'indignation de plus en plus fort qui traverse notre camp social. Selon Sinistra Anticapitalista, « *la grève a été reconnue comme le seul moyen utile pour avoir un impact, ou du moins pour essayer, dans un contexte marqué par les pratiques génocidaires du gouvernement israélien, la complicité flagrante des partis de droite au pouvoir, la réticence — qui n'a été ébranlée que récemment — de la CGIL et du centre-gauche à appeler les choses par leur nom* ». S'il est difficile de chiffrer le taux de participation à la grève, il est important de souligner le rôle moteur des secteurs des transports ferroviaires et maritimes, de certains secteurs de l'emploi public et surtout de l'éducation nationale. Une tâche difficile s'annonce : celle de renforcer et d'élargir ce mouvement sur les lieux de travail, dans les quartiers et dans les villes, celle de construire un mouvement de masse toujours plus fort contre les guerres impérialistes et coloniales, contre les politiques d'austérité et de réarmement qui écrasent les plus faibles et créent les conditions de la guerre.

Hélène Marra

USA Trump intensifie la répression contre ses ennemis politiques

Le président Donald Trump, rompant avec tous les usages, utilise le ministère de la Justice pour poursuivre ses ennemis politiques, s'en prend aux fondations et ONG libérales et progressistes, et envoie encore de troupes dans une nouvelle ville pour intimider les manifestantEs.

Trump a licencié les avocats du ministère de la Justice qui refusaient de faire passer ses ordres avant la loi et les a remplacés par des laquais. Il a promis des «représailles» à ses adversaires politiques de haut niveau et il est en train de les mettre en œuvre. Il s'en prend à la gauche politique, affirmant qu'il désignera Antifa, autrement dit le mouvement antifasciste, comme une organisation terroriste nationale, bien qu'il n'existe pas davantage d'organisation de ce type que de qualification juridique de terrorisme national.

Guerre judiciaire

L'ennemi numéro un de Trump est en ce moment James B. Comey, ancien directeur du FBI nommé par l'ancien président Barack Obama, qui était chargé d'enquêter sur la première campagne du candidat Trump et sur une éventuelle coordination avec l'ingérence russe dans les élections américaines. Trump a licencié Comey en 2017, mais depuis, il cherche à se venger. La Maison Blanche a accusé Comey d'avoir fait une fausse déclaration devant le Congrès et d'avoir entravé une procédure parlementaire, ce qui lui fait encourir une peine de dix ans de prison.

Le ministère de la Justice s'en prend également à George Soros, un milliardaire donateur du Parti démocrate qui finance également l'Open Society Foundations (OSF). Trump réclame depuis un certain temps que Soros soit jeté en prison. Soros n'a pas encore été inculpé mais une note interne indique qu'il pourrait être accusé de crimes allant de l'incendie criminel au soutien matériel au terrorisme. L'OSF, à laquelle Soros a donné des milliards de dollars, a été fondée à l'origine pour aider les pays du bloc de l'Est à devenir des sociétés capitalistes et démocratiques. Mais elle donne également des millions de dollars à des associations de défense des droits civiques et de justice sociale aux États-Unis.

Guerre militaire

Trump s'en prend également aux militantEs de gauche qui protestent contre les raids de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE, la police de l'immigration). À Portland, dans l'Oregon, plusieurs dizaines de manifestantEs se rassemblent régulièrement devant un bâtiment de l'ICE pour protester jour et nuit. Après minuit, des agents fédéraux en sortent pour affronter les manifestantEs,



ce qui donne lieu à des échauffourées. Aujourd'hui, Trump envoie la Garde nationale, comme il l'a déjà fait à Los Angeles et à Washington, D.C., prétendument pour mettre fin aux actions de l'Antifa. La gouverneure démocrate Tina Kotek et le maire Keith Wilson affirment qu'« *il n'y a pas de rébellion* », seule justification légale pour l'envoi de la Garde nationale. Kotek a déclaré : « *Il n'y a pas de menace pour la sécurité nationale à Portland. Nos communautés sont sûres et calmes.* » Elle a ajouté que « *tout déploiement serait un abus de pouvoir* ». Portland est connue pour ses manifestations militantes et il y aura certainement d'autres manifestations contre l'ICE et Trump. La lutte pour la défense de la démocratie aux États-Unis est lancée.

Dan La Botz, militant de DSA (Democratic Socialists of America)



Depuis l'annexion de la Nouvelle-Calédonie en 1853, le peuple kanak n'a cessé de lutter contre les effets de la colonisation : spoliations, violences, marginalisation démographique et sociale. Si l'accord de Nouméa en 1998 a ouvert une voie vers la souveraineté, les blocages politiques et les choix stratégiques de l'État français remettent en cause ce processus. Macron a adopté la vision des anti-indépendantistes d'une recolonisation. Dossier réalisé par la commission Kanaky du NPA-A

Il doit finir le temps des colonies!

Le 24 septembre 1853, la France prend possession de la Nouvelle-Calédonie. Cette annexion déstabilise l'organisation sociale kanak structurée depuis plus de 3 000 ans. Dès lors s'ouvrent plusieurs décennies d'affrontements, de massacres et de déplacements des populations.

En 1864, l'administration coloniale implante un bagne qui accueillera près de 21 000 prisonniers. Le régime de l'indigénat, instauré par la suite, assujettit la population autochtone à une législation discriminatoire et permet l'appropriation de vastes terres au profit des colons. À cela s'ajoutent les maladies importées contre lesquelles les Kanak n'ont aucune immunité. Résultat : une chute démographique vertigineuse, de 150 000 habitants estimés au 18^e siècle à seulement 27 000 au début du 20^e.

Une promesse de décolonisation...

Entre 1946 et 1984, malgré la fin de l'indigénat, la France ne s'engage pas dans la décolonisation des territoires autonomes comme le lui imposait une résolution de l'ONU de 1960. Pire, voyant que la population kanak s'accroissait à nouveau jusqu'à cent mille membres, le Premier ministre Messmer, le père spirituel de Lecornu, encourage la venue de métropolitains sur le territoire pour la mettre en minorité.

Le peuple kanak n'a jamais cessé de se soulever contre ces politiques de colonisation

Le peuple kanak n'a jamais cessé de se soulever contre ces politiques de colonisation, depuis les révoltes des grands chefs Ataï en 1878 et de Noël en 1917 jusqu'aux insurrections entre 1984 et 1988 et le soulèvement de mai 2023. Malgré cela, le peuple kanak a partagé son droit à l'autodétermination avec les victimes de l'histoire, descendantEs de déportésEs, migrantEs de Polynésie ou d'autres régions du monde venuEs s'installer sur le ter-



ritoire. C'est ce qui a ouvert le processus de décolonisation irréversible acté dans l'accord de Nouméa de 1998. Il crée notamment deux corps électoraux gelés pour les référendums d'autodétermination et les élections provinciales, permettant de construire la communauté de destin du futur État souverain. Il engage une période de transition pour préparer socialement et économiquement l'indépendance.

... non tenue

Mais dès 2018, Macron annonce sa stratégie géopolitique pour l'Indo-Pacifique et relègue le droit du peuple kanak derrière ses intérêts diplomatiques. Après une montée en puissance de la volonté d'indépendance aux référendums de 2018 et 2020, il profite de la pandémie de Covid pour imposer la date du troisième référendum pendant la période de deuil des Kanak. Cette consultation boycottée par les indépen-

dantistes a obtenu seulement 43 % de participation et a confisqué le processus de décolonisation. S'appuyant sur ce résultat, Macron engage alors la recolonisation avec le dégel du corps électoral en 2024.

La recolonisation à la sauce Macron, Valls, Lecornu

Le soulèvement du 13 mai 2024 est une réponse au passage en force de l'État français et à la rupture du processus de décolonisation des accords de Nouméa. Il marque aussi les manquements dans l'accès à l'emploi de la jeunesse, la négation de l'identité kanak et une radicalisation des anti-indépendantistes de la

Le soulèvement du 13 mai 2024 est une réponse à la rupture du processus de décolonisation

Un projet de société inclusif, solidaire et durable doit être élaboré avec la prise en compte de la légitimité coutumière

Province de Nouméa soutenuEs par Macron et Lecornu. Cette révolte subit alors une très forte répression. En mai 2024, Valls réunit un conclave à Deva. Il pose les bases d'un État souverain associé à la France. Ce sont les anti-indépendantistes qui refusent cette solution et Macron accède à leurs objections en engageant une discussion à huis clos en juillet à Bougival. Il en ressort un projet d'accord pour créer un État de Nouvelle-Calédonie. Mais celui-ci ne dispose d'aucune compétence régalienne nouvelle. Il crée une nationalité calédonienne soumise à la nationalité française. L'identité kanak est tellement niée que le mot «kanak» n'apparaît que deux fois dans tout le texte. Il est temps pour Macron et Lecornu d'entendre raison et de revenir au processus de décolonisation, à l'impartialité de l'État et à l'esprit de consensus prévu par les accords de Nouméa :

- Les élections provinciales doivent avoir lieu en novembre 2025.
- La Kanaky – Nouvelle-Calédonie doit accéder à la pleine souveraineté avant 2027.
- Un projet de société inclusif, solidaire et durable doit être élaboré avec la prise en compte de la légitimité coutumière et la souveraineté des chefferies, et avec l'ensemble de la société civile, les autorités religieuses et les autorités coutumières. Il doit finir le temps des colonies!

François, comité Montreuil

Répression et justice coloniale

L'annonce du dégel du corps électoral en 2024 a été vécue comme un coup de force par le mouvement indépendantiste.

Pour le FLNKS, cette décision piétine l'accord de Nouméa et rouvre une logique coloniale. Le 13 mai, une mobilisation d'ampleur éclate : elle exprime non seulement le refus d'une recolonisation, mais aussi la colère de la jeunesse face au chômage massif, à l'inégalité d'accès à l'emploi et à la négation persistante de l'identité kanak.

14 morts et des centaines d'arrestations

La gendarmerie réprime violemment le soulèvement. En quelques jours, 14 personnes trouvent la mort, dont 13 Kanak et un gendarme. Aucune enquête indépendante n'est ouverte sur les circonstances de ces décès. En revanche, les arrestations se multiplient : le camp Est, ancien bagne colonial, devient rapidement saturé. En tout, près de 70 prisonniers sont transférés vers la métropole, à 17 000 kilomètres de leurs familles, rendant leur défense extrêmement difficile.

La CCAT dans le viseur

La répression vise particulièrement la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), organisation mise en place par le FLNKS pour mobiliser la population. Sept de ses membres sont inculpés puis déportés dans différentes prisons françaises. Leurs papiers sont confisqués, ils et elles n'ont droit qu'à un « passeport vert » qui ne leur permet pas de sortir de France. Christian Tein, le président du FLNKS, est mis immédiatement à l'isolement. Il y restera 10 mois. Il aura fallu le dépaysement de l'enquête en France pour que la justice les libère. Mais ils et elles restent sous contrôle judiciaire et n'ont plus de carte Vitale pour accéder aux soins médicaux. Leur éloignement entraîne des coûts exorbitants pour leurs proches, qui doivent financer voyages et frais de justice. Pour les militantEs indépendantistes, cette dispersion relève d'une

stratégie destinée à isoler et affaiblir le mouvement.

Le drame de Plum : la vie d'un Kanak ou d'un Wallisien ne compte pas

Le ratio forces de l'ordre/population est trois fois plus élevé en Nouvelle-Calédonie qu'en France. De jeunes gendarmes, qui ne connaissent rien au pays, réagissent dans la panique avec des réflexes inadaptés. Les patrouilles sont omniprésentes, les Kanak et les OcéanienNEs sont systématiquement fouillés, contrôlés.

Le ratio forces de l'ordre/population est trois fois plus élevé en Nouvelle-Calédonie qu'en France

C'est ainsi que le drame est survenu à Plum. Le 18 septembre, aux alentours de 19 heures, une patrouille intervient pour mettre fin à une dispute dans le village. Un gendarme tire sur un pickup qui prenait la fuite et atteint à l'œil un jeune Wallisien, Faara Fournier, qui n'avait rien à voir avec cette dispute. Le gendarme auteur du coup de feu n'a pas été mis en examen mais placé sous statut de témoin assisté. Le contraste est fort entre la déportation et l'emprisonnement des militantEs de la CCAT, qui n'ont tué personne, et l'assignation comme témoin assisté du gendarme dont la balle a éborgné puis tué le jeune Wallisien. Pour le FLNKS, ce drame « n'est pas un dérapage, mais bien le résultat d'un système bien rodé, une politique coloniale assumée, qui repose sur la force pour maintenir un ordre imposé ». Pour y mettre fin, il faut que les compétences régaliennes, la police et la justice soient transférées à un État de Kanaky – Nouvelle-Calédonie souverain.

Drass, comité Bourgogne



JEUNESSES ANTICAPITALISTES Contre Macron et l'austérité, la jeunesse prépare la riposte!



Les dates de mobilisations du 10 et du 18 septembre ont démontré une forte présence des jeunes. Dans les manifestations, lycéenEs, étudiantEs et jeunes travailleurEs étaient nombreux pour dénoncer les politiques

d'austérité, mais aussi la dégradation de leurs conditions de vie et d'études.

En cette rentrée, loin de l'excitation habituelle, les jeunes font face à une sélection toujours plus puissante à l'entrée de l'enseignement supérieur.

Une rentrée synonyme de précarité, sélection et répression

L'Union étudiante a indiqué qu'il manquait plus de 76 000 places de master au vu du nombre de demandes. Un tiers des jeunes n'ont pas eu de place pour poursuivre leurs études en cette rentrée scolaire. Cette sélection massive affecte démesurément les jeunes des classes populaires et les jeunes racisésEs. L'explosion de la précarité d'année en année renforce ce système.

D'après le syndicat étudiant l'Unef, le coût de la vie a augmenté de 4,12% pour les étudiantEs. Au vu de l'inefficacité du système de bourses, cette précarité oblige de nombreuxES jeunes à sauter des repas ou à devoir travailler à côté de leurs études, les contraignant à accepter des emplois précaires et, bien souvent, à mettre de côté leurs études.

Mais lorsque les étudiantEs hurlent leur colère, la réponse du gouvernement et des universités passe par la répression : interdiction d'événements et de conférences, envoi des forces de l'ordre lors d'actions, sanctions disciplinaires, etc. Pourtant, ces problèmes sont le fait de choix gouvernementaux délibérés, qui organisent coupes budgétaires sur coupes budgétaires et qui précarisent la jeunesse.

Une volonté de renverser ce gouvernement et sa politique

Lors des manifestations du 10 et du 18 septembre, les jeunes étaient ainsi nombreuxES dans la rue à travers de nombreux cortèges étudiants dans plusieurs villes. En France, 110 000 jeunes étaient mobilisésEs lors du 18 septembre. Dans de nombreuses universités, les étudiantEs ont organisé des Assemblées générales réunissant des centaines d'étudiantEs. Dans les lycées, plusieurs actions ont été initiées : tractages, blocages.

Les mots d'ordre étaient clairs : la démission de Macron, un financement massif de l'enseignement supérieur et la recherche, la fin de la sélection et de la précarité, la fin du génocide en Palestine et des partenariats avec les universités israéliennes ! Néanmoins, ces mobilisations ne sont qu'un début. Le manque de perspective et d'auto-organisation sur les lieux d'études constitue un frein à la mobilisation.

Il est donc nécessaire de renforcer notre travail de politisation dans nos lycées, nos facs et nos quartiers. Il faut encourager les cadres d'auto-organisation partout pour amplifier la mobilisation. Face à Macron, Lecornu et leurs politiques, construisons la riposte!

Estelle et Loïc

IMMIGRATION MineurEs isoléEs du Parc de Belleville : un combat pour toutes et tous

Le Collectif des jeunes du Parc de Belleville porte haut la lutte des mineurEs isoléEs à Paris, qui survivent dans la rue, sans droits reconnus, sans toit.

Aujourd'hui, ils et elles sont plusieurs centaines (quasiment 400) à dormir dehors et réclament à la mairie de Paris l'accès à un logement digne.

Un collectif auto-organisé, fort de revendications

Le collectif s'est formé à l'automne 2023, autour de jeunes sans-abri qui s'étaient réfugiés dans le parc de Belleville, chassés par les autorités. Auto-organiséEs, vaillantEs et courageux-ses ils et elles sont indissociables du paysage militant parisien. Depuis décembre 2024, l'occupation de la Gaîté Lyrique avait relancé leur bras de fer : plus de 450, revendiquant leur qualité de mineurEs non accompagnésEs, s'étaient installés dans ce lieu symbolique. Ces jeunes, mal ou pas reconnuEs comme mineurEs par les services de la Ville, restent excluEs de l'aide sociale à l'enfance, et sont bloquéEs dans un vide juridique.

Ils et elles exigent un accès effectif à l'hébergement, à la scolarisation, à la reconnaissance administrative, non pas au cas par cas, mais pour toutes et tous. Leurs actions unitaires, occupations, manifestations, rassemblements devant les mairies, préfecture et rectorats, démontrent que ce qu'on leur refuse est une politique, pas une tragédie naturelle.

Les dernières manœuvres de la mairie : tri, promesses non tenues et chantage

Le 21 juillet 2025, une délégation du collectif a été reçue par Léa Filoche, adjointe chargée des solidarités à la mairie de Paris. Mais si l'accueil était de façade, les conditions étaient claires : pour obtenir un hébergement, les jeunes devaient fournir des « attestations de vulnérabilité ». Ce chantage administratif, comme si dormir dehors, être en souffrance,



ne suffisaient pas, a brisé une confiance déjà très fragile. La Ville a évoqué n'avoir que « 30 places actuellement disponibles ». Les jeunes eux-mêmes dénoncent ce tri : « on ne va pas accepter de choisir entre nous ».

Cette logique de tri illustre la politique de la mairie : donner le minimum, diviser, espérer décourager. Les expulsions répétées, les promesses de relogement non tenues et les intimidations contre les jeunes mobilisésEs montrent que la solidarité institutionnelle n'existe que sur le papier. Pendant ce temps, plus de 300 continuent à dormir dans les rues de Paris, au mépris des droits humains les plus élémentaires.

Le droit au logement, mais pas que!

Par ailleurs, le collectif alerte sur un autre front : la scolarisation. Depuis près de deux ans, il réclame un accompagnement pour que les jeunes puissent effectuer les tests du CASNAV, obtenir des affectations dans des lycées, et suivre une scolarité adaptée, mais les procédures restent injustes, lentes, et peu transparentes.

La solidarité, pas le tri

La force de ce collectif réside dans sa détermination à refuser toute division. Leur slogan est sans ambiguïté : « *Un logement pour toutes et tous* ». Ils ne réclament pas des faveurs, mais l'application de droits fondamentaux. Ils rappellent aussi que la précarité n'est pas une fatalité, mais le produit d'un choix politique : maintenir des jeunes dans l'exclusion plutôt que de réquisitionner les milliers de logements vides que compte la capitale.

Répression et attaques

Le 24 septembre dernier, les jeunes se sont rassemblés devant la mairie de Paris pour exiger à nouveau « *un toit pour toutes et tous* ». Quelques jours plus tôt, lors du week-end des Journées du patrimoine, ils et elles avaient mené une action dans l'Hôtel de Ville, pour rappeler publiquement leurs droits. La réponse a été brutale : enfermésEs par les forces de l'ordre à l'intérieur, tandis que les rares soutiens venusEs les rejoindre étaient encerclésEs par la police à l'extérieur.

À cette répression policière s'ajoutent les attaques de l'extrême droite, qui cible directement ces jeunes. Leur lutte est donc doublement exposée : à la violence institutionnelle qui les laisse à la rue et au harcèlement de groupes réactionnaires. Dans ce contexte, le besoin de solidarité concrète est vital. Or, les organisations militantes restent trop souvent absentes, alors que leur présence est indispensable.

Être aux côtés des jeunes

Face à cette situation, notre responsabilité en tant que militantEs d'organisation politique est claire : être aux côtés de ces jeunes, soutenir leurs actions, relayer leur parole et mettre nos forces au service de leur combat. Leur lutte est la nôtre, parce qu'elle incarne l'exigence de dignité, de solidarité et d'égalité. Aux côtés des mineurEs isolésEs, il ne s'agit pas seulement de défendre un droit au logement : il s'agit de combattre un système qui trie les vies, et d'affirmer que nous n'acceptons aucune hiérarchie dans l'accès aux droits.

Amel

INDUSTRIE Stellantis Poissy, trois semaines d'arrêt, et après?

L'usine Stellantis de Poissy, la dernière usine de fabrication d'automobiles de la région Île-de-France, va connaître trois semaines de chômage technique à partir du 13 octobre 2025.

en Europe, Stellantis y est toujours le numéro deux. Selon ses propres chiffres, fournis pour rassurer les actionnaires, ses commandes ont augmenté de 10 % sur cette même période. Pas de réelle panique commerciale donc, mais une volonté d'ajuster le plus rapidement possible les niveaux de production aux niveaux des ventes, pour diminuer les stocks et augmenter les profits.

Les patrons opérationnels de Stellantis changent — de Tavares à Filosa, le nouveau depuis le mois de mai, en passant par John Elkann, l'héritier de la famille Agnelli toujours aux commandes. La recherche du profit maximum est toujours là.

Menaces pour Poissy

Aujourd'hui, l'usine de Poissy est l'une des usines les plus menacées du groupe Stellantis en Europe. Le fait que le chômage technique dans cette usine y soit le plus long vaut avertissement.

Les directions patronales ont appris des épreuves de force précédentes, notamment dans les grandes usines de l'industrie automobile. Les décisions de fermeture ne sont annoncées qu'à la fin d'un long processus où les effectifs salariés sont progressivement diminués et la production asphyxiée, faute de plans de charge conséquents. On est dans cette phase-là à Poissy. Sans remonter à l'époque révolutionnaire de 1976 où l'usine employait 27 000 salariéEs, les effectifs y étaient il y a dix ans de 6 200, pour n'être plus que 4 000 en 2019 et 2 000 aujourd'hui. Et rien n'est annoncé en remplacement de l'Opel Mokka, actuellement fabriquée dans l'usine. Rendant compte de cette réalité, Jean-Pierre Mercier, l'un des animateurs du syndicat SUD de l'usine, et par ailleurs porte-parole national de Lutte ouvrière, explique : « *la direction déroule son plan de fermeture de l'usine* ».

Une affaire commune

Depuis déjà plusieurs mois, des discussions ont été engagées avec les actionnaires qataris du PSG pour construire, sur le site même de l'usine, le prochain grand stade du club. Finis les conciliabules secrets : un comité de pilotage de l'opération s'est tenu le 23 septembre à la mairie de Poissy, et une manifestation devant la mairie, organisée par le syndicat SUD de l'usine, l'a dénoncé.

La fin d'une usine ne concerne pas que ses salariéEs. Tout un réseau de fournisseurs et d'activités est directement impacté. La construction envisagée du grand stade qatari bouleverserait toute une commune et l'environnement géographique. Espérer mettre en échec ces plans patronaux et financiers, ce n'est plus l'affaire des seuls 2 000 salariéEs de l'usine. Au mouvement social et ouvrier d'être à la hauteur de ces menaces.

Jean-Claude Vessilier

ENTRETIEN « Le rejet de l'écologie est largement déterminé par des intérêts matériels »

Entretien avec **Antoine Dubiau**, militant de solidaritéS Genève et auteur de « *Écofascismes* » (Grevis, 2022)

L'invitation de Paul Watson à des événements de gauche cet été a suscité des polémiques.

Paul Watson est invité parce qu'il apparaît comme une figure écologiste aux yeux du grand public : sa présence permet tout simplement de faire venir du monde sur des événements qui en ont besoin. Par contre, toutes les invitations ne sont pas équivalentes. Le festival Climax à Bordeaux ou l'université d'été de REV (Révolution écologique pour le vivant, le parti d'Ayméric Caron) ont invité l'activiste canadien en le laissant contrôler le récit de son engagement, sans apporter de véritable contradiction. Le cas de la fête de l'Humanité est différent, puisque Paul Watson a été interrogé sur certains sujets à propos desquels ses positions sont critiquées — en particulier son rapport à l'immigration. Des figures comme lui ayant déjà accès à toutes les tribunes médiatiques qu'ils souhaitent, continuer de les inviter nourrit des critiques légitimes. Toutefois, le dispositif proposé par l'Huma me semble plutôt intéressant : cela permet de pousser Paul Watson dans ses retranchements, plutôt que de simplement lui dérouler le tapis rouge. D'une certaine manière, son intervention à la fête de l'Huma fut plutôt « utile » puisqu'elle a permis de voir à quel point sa pensée était creuse et inoffensive. Malgré son action et son esthétique radicales, presque anarchistes, le « capitaine » mène un combat extrêmement consensuel aux yeux de la société occidentale puisqu'il ne s'attaque pas vraiment aux intérêts de celle-ci. L'écologie de Paul Watson n'est pas apolitique comme il l'affirme, elle est plutôt dépolitisée puisqu'elle ne désigne pas vraiment d'adversaire dont il faudrait cibler les intérêts à perpétuer le ravage écologique. Ce contraste entre radicalité pratique et consensualité politique confère à l'activiste canadien un large capital sympathie, jusqu'au sommet de l'État.

L'écologie de Paul Watson est dépolitisée puisqu'elle ne désigne pas d'adversaire dont il faudrait cibler les intérêts à perpétuer le ravage écologique

Dès lors, peut-on vraiment le considérer comme un écofasciste ?

Bien qu'il ait récemment endossé lui-même le terme dans un texte publié par Sea Shepherd France, je ne caractériserais pas Paul Watson comme un véritable écofasciste. Dans son discours écolo, on ne retrouve pas les deux caractéristiques fondamentales de l'écofascisme que sont la défense de l'enracinement (un supposé lien écologique entre un individu ou une communauté et son territoire d'origine) et le fait de considérer la nature comme un ordre intangible

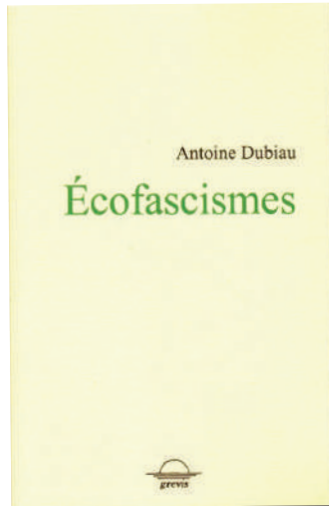
qui structurerait la société. En revanche, Paul Watson est assurément écomalthusien, obsédé par la démographie mondiale : il répète systématiquement qu'il y a trop d'humains sur Terre. Probablement conscient du racisme qui fonde presque tous les discours sur la surpopulation, il prétend se contenter de poser des constats sans dicter de programme politique pour réduire la population. Sauf qu'en agitant la question démographique de la sorte, Paul Watson alimente le racisme écomalthusien même s'il affirme ne pas s'y ancrer lui-même. Bien que je ne le considère pas comme écofasciste lui-même, son rapport dépolitisé et malthusien à l'écologie fait de lui un acteur majeur du processus de fascisation de l'écologie que j'ai tenté de circonscrire dans mon livre.

Tu articles désormais deux notions, celle d'écofascisme, qui était au cœur de ton livre, et celle de carbofascisme.

Malgré la critique courante dont il fait l'objet dans les espaces militants, l'écofascisme présente un risque relativement marginal par rapport au risque fasciste plus général. Au sein de l'extrême droite contemporaine, le rejet de l'écologie reste dominant : c'est ce que le concept de « carbofascisme » permet de caractériser, en évitant certains écueils.

Plus que de climatoscepticisme, il serait plus judicieux de parler d'obstruction climatique ou écologique

Le rejet de l'écologie par l'extrême droite est souvent considéré comme relevant du climatoscepticisme. Ce constat n'est pas faux (et certaines déclarations récentes de Trump l'ont encore montré), mais il cadre le problème de manière relativement idéaliste : le rejet de toute politique climatique ou écologique découlerait d'un manque de connaissances ou d'une absence de croyance dans la science climatique ou écologique. En réalité, ce rejet est largement déterminé par des intérêts matériels, menacés par une politique climatique ou écologique ambitieuse, qu'il faut prendre en compte. Plus que de climatoscepticisme, il serait ainsi plus judicieux de parler d'obstruction climatique ou écologique : cela permet de pointer concrètement les entraves à la recherche comme aux politiques publiques, plutôt que de rester au niveau des discours. L'obstruction climatique est une composante particulièrement visible du carbofascisme, qui reste le rapport à l'écologie dominant au sein de ce camp politique. Ce concept désigne la convergence d'intérêts entre le capital fossile et l'extrême droite organisée. Pour le capital fossile, il s'agit de s'allier avec



une force politique lui étant favorable afin de garantir ses intérêts économiques directs, en pérennisant la réalisation de profits par l'extraction et l'exploitation d'hydrocarbures. Pour l'extrême droite, les intérêts en jeu sont plutôt politiques : elle prétend défendre une « civilisation occidentale » fantasmée, laquelle est largement adossée aux énergies fossiles. Dans de nombreux cas, la convergence d'intérêts ressemble plutôt à un vrai partage, puisque certains acteurs jouent sur les deux tableaux. En France, c'est notamment le cas de Vincent Bolloré : son empire logistique repose sur la consommation d'hydrocarbures tandis que son offensive médiatique vise explicitement à consolider le camp réactionnaire sur le plan politique. Aux États-Unis, le capital fossile est un soutien indéfectible de Donald Trump depuis 2016. Sa dernière campagne était financée à plus de 15% par des acteurs du secteur, directement par des entreprises ou par des milliardaires à titre individuel. L'autre exemple particulièrement manifeste de carbofascisme, c'est la Russie de Poutine : plusieurs oligarques russes sont à la tête de grandes firmes d'extraction et d'exploitation d'hydrocarbures. Pour le Kremlin, les ressources fossiles sont également un moyen de pression géopolitique permettant de garantir les intérêts impériaux de la Russie.

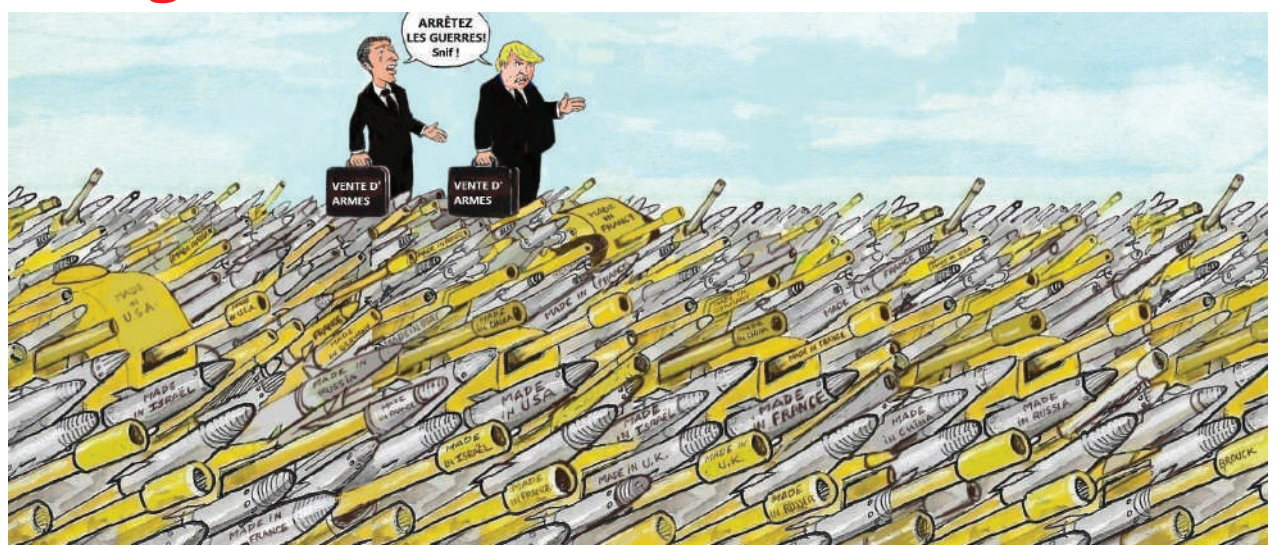
Le carbofascisme est-il porté uniquement par le grand capital ou sa base sociale est-elle plus composite ?

La base sociale du (carbo)fascisme contemporain repose sur des intérêts matériels bien spécifiques, plutôt que sur la seule circulation du climatoscepticisme

Les principaux travaux sur le sujet se sont focalisés sur le grand capital, notamment le fameux *Fascisme fossile* du Zetkin Collective (La Fabrique, 2020). Pour compléter ce panorama, il faudrait aussi caractériser la base sociale du carbofascisme. Celle-ci recouvre la classe d'encadrement ainsi qu'une fraction stabilisée (dans l'emploi, dans la propriété, dans le modèle familial nucléaire) des classes populaires, notamment implantées dans les espaces périurbains. Cette situation géographique rend ces populations dépendantes de la voiture individuelle pour leurs déplacements quotidiens, comme l'ont documenté de nombreuses analyses — notamment pendant les Gilets jaunes. Parce qu'elle est garante d'une certaine stabilité du mode de vie adopté et du confort y étant associé, la voiture individuelle fait aussi l'objet d'une forme d'attachement, qui ne s'oppose pas à la dépendance mais qui s'y ajoute. Fondé sur un échange écologique inégal permettant aux sociétés occidentales de profiter de la prédation des ressources du Sud global, le mode de vie dont la voiture individuelle est un reflet peut ainsi être considéré comme impérial, ainsi que le font les sociologues allemands Brand et Wissen dans *Le mode de vie impérial*. Ainsi, la base sociale du (carbo)fascisme contemporain repose sur des intérêts matériels bien spécifiques, plutôt que sur la seule circulation du climatoscepticisme dans la société. Les rapports entre écologie et extrême droite ne sont donc pas qu'une affaire sectorielle : l'analyse écologique peut permettre de décrire la dynamique générale de l'extrême droite, tant dans ses rapports avec le grand capital que dans la constitution de sa base sociale.

Propos recueillis par la rédaction

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPA: lanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°168-169 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org